Droit bancaire et financier

Pratique du droit bancaire

2 jours (14h00) | 4,6/5 | BANQ-8992032 | Évaluation qualitative de fin de stage | Formation délivrée en présentiel ou distanciel

Tarif : 1 695 € ht

Document mis à jour le 13/11/2026

Objectifs de formation

Maîtriser les opérations bancaires
Appliquer le droit bancaire au quotidien
Déceler les risques bancaires et les éviter

Modalités, méthodes et moyens pédagogiques

Équipe pédagogique :
Un consultant expert de la thématique et une équipe pédagogique en support du stagiaire pour toute question en lien avec son parcours de formation.

Techniques pédagogiques :
Alternance de théorie, de démonstrations par l'exemple et de mise en pratique grâce à de nombreux exercices individuels ou collectifs. Exercices, études de cas et cas pratiques rythment cette formation.

Ressources pédagogiques :
Un support de formation présentant l'essentiel des points vus durant la formation et proposant des éléments d'approfondissement est téléchargeable sur notre plateforme.

Prérequis

Avoir des connaissances de base sur le fonctionnement des opérations bancaires

Public concerné

Juristes juniors des banques et collaborateurs de directions de recouvrement
Juristes non spécialisés désireux de connaître les bases du droit bancaire
Conseillers de clientèle des réseaux bancaires et responsables d'agence bancaire

Cette formation :

- Est animée par un consultant-formateur dont les compétences techniques, professionnelles et pédagogiques ont été validées par des diplômes et/ou testées et approuvées par l'éditeur et/ou par M2I Formation
- Bénéficie d'un suivi de son exécution par une feuille de présence émargée par demi-journée par les stagiaires et le formateur.

Programme

Autodiagnostic : le point sur les principes de base du droit bancaire et du droit de la consommation, sur les obligations et les devoirs du banquier

Cerner le cadre de la relation banque/client

Maîtriser l'environnement juridique

- La réglementation applicable
- Les acteurs : banques, clients et autorités de tutelle
- Le régime des IOBSP
- La loi de séparation et de régulation des activités bancaires
- Les impacts de la loi Hamon et le renforcement des sanctions
- Les impacts de la réforme du Code de la consommation et du droit des contrats
- Les perspectives législatives nationales et européennes

Analyser le fonctionnement des comptes bancaires

- La notion de compte bancaire : définition, typologie...
- Le droit au compte et les services de base et la tarification
- Ouverture, gestion et clôture du compte : droits et obligations des parties banquier/client

Étude de cas : au vu d'exemples tirés de la jurisprudence ou de l'expérience des participants, analyse des situations à risque et identification des moyens pour éviter les dysfonctionnements

Optimiser la qualité des dossiers de crédits

- Connaître les règles fondamentales des différents types de crédits
- Réforme du crédit immobilier : évaluer les impacts opérationnels

Exercice d'application : pour chaque type de crédit, établissement d'une liste des obligations précontractuelles du banquier

- Assurance emprunteur : déliaison de l'assurance emprunteur et du crédit immobilier, AERAS
- La directive européenne sur le crédit immobilier: évaluer les impacts opérationnels

Identifier les caractéristiques des moyens de paiement

- Connaître les règles applicables au chèque, virement, carte de paiement...
- La monnaie électronique et les différents acteurs

Étude de cas : analyse des litiges liés aux moyens de paiement

Garantir la relation banque/client

Distinguer les différentes garanties

- Les garanties à la disposition du banquier : sûretés personnelles ou réelles
- Les obligations et règles de forme inhérentes à chaque garantie

Étude de cas : analyse de la notion de disproportion en cas de cautionnement

Maîtriser le cadre de la responsabilité du banquier

- Les cas de responsabilité civile ou pénale du banquier : soutien abusif, crédit excessif, violation du secret bancaire, dysfonctionnement des comptes...
- Les obligations d'information et de conseil : le risque du banquier en cas de vente de produits d'assurance emprunteur
- Le devoir de mise en garde en matière de crédit : notion de client profane ou averti et les dernières jurisprudences

Étude de cas : analyse de jurisprudences récentes

Le contenu de ce programme peut faire l'objet d'adaptation selon les niveaux, prérequis et besoins des apprenants.

Modalités d'évaluation des acquis

Évaluation en 3 phases : Pendant la formation : un bilan quotidien effectué par l'intervenant À chaud : à la fin de la formation, un bilan qualité pour mesurer l'atteinte des objectifs À froid : à J +3 mois, une évaluation du transfert des acquis en situation professionnelle

Accessibilité de la formation

pagebreakavoidchecked="true";

Le groupe M2I s'engage pour faciliter l'accessibilité de ses formations. Toutes nos formations sont accessibles aux personnes en situation de handicap : les détails de l'accueil des personnes sont consultables sur la page Accueil Handicap

Modalités et délais d'accès à la formation

pagebreakavoidchecked="true";

Les formations M2I sont disponibles selon les modalités proposées sur la page programme.
Les inscriptions sont possibles jusqu'à 48 heures ouvrées avant le début de la formation.
Dans le cas d'une formation financée par le CPF, ce délai est porté à 12 jours ouvrés.